Le macronisme n'aura été pour la jeunesse qu'une école de désespoir

Michel Foessel, professeur de philosophie à l'Ecole polytechnique

LIBEARTION, le 21/10/2026

Pendant deux mandats chaotiques, le pouvoir n'a cessé d'exiger de la jeunesse des sacrifices. Comment s'étonner que, devant un spectacle aussi désastreux, tant d'entre eux s'écrient à la face des adultes : «Remboursez !»

La dette française la plus alarmante n'est pas financière, mais politique. Les suites devenues imprévisibles de la mobilisation lycéenne montrent que, pour cette dette aussi, on ignore si elle sera remboursée un jour et à quel taux.

L'ironie veut que ce soit la jeunesse qui, aujourd'hui, présente la facture politique au pouvoir. Le plus souvent, les gouvernants s'abritent derrière les générations futures pour justifier le rétablissement austère des comptes. Parce qu'ils sont les symboles de l'avenir, les jeunes servent de prétextes au sacrifice des adultes : qui voudrait voir des enfants rembourser une dette contractée par leurs aînés ? Mais beaucoup de jeunes semblent s'être lassés de ne symboliser l'avenir que dans des éléments de langage destinés à justifier les coupes budgétaires et l'appauvrissement des services publics. C'est de leur présent qu'ils parlent et du désir de le voir fait d'autres choses que d'horaires impossibles, de professeurs non remplacés, de locaux sales et d'échanges dépolitisés sur les réseaux sociaux.

A quelle date une dette politique a-t-elle été contractée en France ? Autant demander depuis quand nous avons cessé d'associer politique et émancipation. Il serait injuste de faire remonter aux débuts du macronisme une désillusion qui est bien plus ancienne. Il y a plus de dix ans, par exemple, que l'on invite la jeunesse au renoncement plutôt qu'à l'espoir et que le mot «réforme» est devenu, de manière systématique, synonyme de régression. Il reste que l'expérience politique des lycéens d'aujourd'hui se borne à Emmanuel Macron : elle s'est construite quelque part entre les promesses de «nouveau monde», la révolte des gilets jaunes, les mesures anti-Covid et la loi sur les retraites. Durant deux mandats chaotiques, le pouvoir n'a associé la jeunesse à sa politique que pour exiger d'elle des sacrifices (confinements, précarité étudiante, réforme aberrante du baccalauréat) ou pour justifier en son nom de nouvelles contraintes (loi travail et réformes des retraites, coupes sombres dans les budgets de l'hôpital et de l'université).

Volcan générationnel

Le macronisme n'aura été qu'une école de désespoir dans un monde qui n'annonçait déjà plus rien de reluisant. En matière de promesses d'avenir, ladite «Gen Z» a en effet de quoi récriminer : réchauffement climatique, crimes de guerres impunis, inégalités sociales exacerbées, révolutions technologiques équivoques, triomphes électoraux de partis racistes et autoritaires. Comment

s'étonner que, devant un spectacle aussi désastreux, tant de jeunes s'écrient à la face des adultes : *«Remboursez !»*

Si la France est le cratère d'un volcan générationnel aux dimensions mondiales, c'est parce que l'addition y est encore plus salée qu'ailleurs. Non seulement dix ans de «et de droite et de gauche» n'ont permis d'éviter aucun désastre, mais il ne reste de la promesse d'une dépolitisation heureuse et «libérale» que la perspective de voir l'extrême droite accéder au pouvoir. La seule raison qui pouvait accommoder la jeunesse avec un tel régime était sa capacité à nous éviter le pire. Maintenant qu'il apparaît à tous qu'il suscite ce qu'il devait empêcher, les chevaux de la colère sont lâchés.

A peine débutants en politique, les jeunes Français constatent les pierres que l'on a attachées à leurs pieds. Frustrés par Parcoursup, endettés pour plusieurs générations, promis à des canicules annuelles, il faut encore qu'ils envisagent que, demain, leurs votes (qui se portent en majorité vers la gauche) soient noyés dans un océan réactionnaire et vieux.

On comprend, à ce compte, pourquoi la jeunesse se mobilise avant qu'un rideau opaque ne tombe sur la démocratie. Il est presque étonnant que, dans leur écrasante majorité, les jeunes Français qui sortent dans la rue restent joyeux et légers. Le gouvernement devrait leur en savoir gré plutôt que de répondre par l'arsenal habituel qu'il mobilise face aux phénomènes qui lui échappent : couvre-feux et répression policière. Contrairement aux caricatures qui les présentent comme une masse de tiktokeurs décérébrés, les jeunes se lèvent pour réclamer ce qu'on leur doit politiquement. Nous, qui n'avons plus 20 ans, pouvons bien continuer à séparer le bon grain de l'ivraie et préférer les cortèges pacifiques et chantants aux mairies en feu. Cela ne nous exonère pas de la seule tâche urgente : libérer cette jeunesse d'une dette politique qu'elle n'a pas voulue et tenter de nous réconcilier avec elle.